

<https://ricochets.cc/RSA-le-gouvernement-veut-retablir-le-servage-travail-obligatoire-et-reumuneration-au-rabais.html>



RSA : le gouvernement veut rétablir le servage : travail obligatoire et rémunération au rabais



- Les Articles -
Date de mise en ligne : dimanche 30 avril 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Après la réduction des droits au chômage et la volonté acharnée d'obliger au travail jusqu'à 64 ans, voici le RSA conditionné, vers une forme de travail forcé.

Il ne suffit pas aux capitalistes et à l'oligarchie de créer la précarité, les inégalités sociales abyssales et les catastrophes climatiques/écologiques afin de faire toujours grossir le tas d'argent. Il leur faut aussi tirer sur les salaires et contraindre encore plus au travail, cette forme d'activité spécifique aliénée à la fabrication de la Valeur, à la marchandise et à la Croissance.

le RSA conditionné, vers une forme de travail forcé

Dans le cadre existant, la "valeur travail", c'est en fait la mise au travail sous contraintes pour fabriquer toujours davantage de Valeur, c'est à dire d'argent et de bénéfices pour faire tourner la machine capitaliste anonyme. Dans cette machine, les humains ne sont que des pions et les travailleurs ne sont rien, juste une contrainte budgétaire à réduire ou à éliminer, au gré des besoins, de la pression de la concurrence et des fluctuations du Marché.

► [Travail gratuit au RSA : veulent-ils rétablir le servage ?](#)

Pour "aller de l'avant" et "tourner la page des retraites", la première ministre Elisabeth Borne a annoncé une série de mesures pour changer la vie des gens. Les mesures positives sont abstraites et seront sans effet : pour lutter contre l'inflation, le gouvernement demande aux industriels et à la grande distribution de renégocier les prix à la baisse. Evidemment, ils feront bien ce qu'ils veulent, et actuellement, alors que le prix des matières premières baisse, les entreprises privées se font des marges d'enfer sur les prix qu'elles maintiennent élevés. Sans contrainte étatique, elles continueront de se gaver. **Mais il y a une mesure qui est très concrète. Elle va produire des effets humains et économiques catastrophiques et il faut que tout le monde en soit conscient. Le travail gratuit des allocataires du RSA est le prochain projet du gouvernement.**

► [RSA conditionné à l'activité : ce que l'on sait](#) - Début avril, 18 départements se sont lancés dans l'expérimentation du RSA conditionné. L'idée : verser le RSA en contrepartie de 15 à 20 heures d'activités hebdomadaires. Mais quelles sont ces activités ? Et quelles sanctions seront mises en place pour ceux qui ne s'y astreignent pas ? Si le dispositif est encore flou, une chose semble néanmoins promise : stigmatiser une fois de plus les plus précaires. (...)

Quelles contraintes, quelles sanctions pour les allocataires qui ne respectent pas ces emplois du temps ? Impossible à savoir pour l'heure et cela dépendra des départements et de leurs sensibilités politiques. La métropole de Lyon, à majorité écologiste, a d'ores et déjà et déclaré qu'elle refuserait de conditionner le RSA à une contrainte d'activité et souhaite limiter l'expérimentation à une contrainte d'accompagnement. En revanche, parmi les départements de droite, on ne cache pas la volonté d'exiger des contreparties. « Je ne veux pas m'interdire de parler de contreparties au versement du RSA. Si c'est trop sur du volontariat, cela ne fera pas bouger les lignes », déclare Oliver Amrane, président (LR) du Conseil départemental de l'Ardèche au journal Les Echos. (...)

Reste à savoir ce qui sera concrètement attendu des allocataires auxquels ce dispositif test sera imposé. En septembre 2023, le cabinet d'Olivier Dussopt s'est fendu d'un courrier adressé aux présidents des départements. En guise d'activités hebdomadaires, il retient : « la formation, l'immersion, la démarche sociale accompagnée, les ateliers collectifs », et termine sa liste, déjà floue, par un ambiguë « etc ». Globalement, les activités imposées devraient se rapprocher de celles proposées aux jeunes des missions locales dans les contrats d'engagements jeunes (CEJ), expose un document interne de Pôle emploi consulté par Rapports de Force.

Quoi que comprenne en réalité cette liste d'activité, qui sera sans doute adaptée en fonction des départements, la marche franchie par le gouvernement Macron inquiète. « Le RSA est une aide sociale, un minimum vital, bien en dessous du seuil de pauvreté (ndlr : 1128 Euros mensuel pour une personne en 2022). Pour nous il ne doit pas être conditionné à des activités », soutient Alexandra Nougarede, agente pôle emploi et syndicaliste FSU.

(...)

Enfin, différents présidents de conseils départementaux de droite ont clairement exprimé dans la presse leur volonté d'utiliser les bénéficiaires du RSA pour pourvoir des emplois dans les secteurs en tension (restauration, BTP...). « J'espère qu'on nous donnera la capacité de prescrire des emplois, ce que nous ne pouvons pas faire actuellement. Ma priorité, c'est de pourvoir les postes vacants, et il y en a des milliers dans mon département », souligne Stéphane Haussoulier, président divers droite du Conseil départemental de la Somme, dans Les Echos.

Or ces secteurs exigeants en termes de charges horaires et de contraintes physiques ne sont pas forcément faciles d'accès pour les allocataires au RSA. « Parmi les bénéficiaires du RSA, il y a beaucoup de familles monoparentales, des contraintes de mobilité, des accidents de la vie à réparer. La logique de remise au travail rapide est souvent contrecarrée par ces réalités », explique Mathieu Béraud.

Malgré tout, les positionnements politiques qui surfent sur la dénonciation de l'« assistanat » ont le vent en poupe et s'appuient sur une opinion publique plutôt favorable. Selon un sondage Elabe de 2022 « 65% des Français considèrent qu'il y a trop d'« assistanat » en France et que notre modèle social a trop d'effets pervers et n'encourage pas à faire des efforts ». A coup sûr, l'expérimentation du RSA conditionné est aussi l'un des moyens de flatter cette opinion. Quitte à faire oublier une donnée capitale : en France, environ 30% de la population qui devrait toucher le RSA ne le demande pas, soit près de 600 000 ménages.



RSA : le gouvernement veut rétablir le servage : travail obligatoire et rémunération au rabais Mater les pauvres et les forcer au travail, pour optimiser le capitalisme et sa finance

Pratique pour le gouvernement de taper sur les chômeurs et personnes au RSA

Comme ce sont des catégories décriées par l'idéologie dominante et les médias chiens de garde, peu de monde va protester contre ça et les personnes concernées seront marginalisées, ignorées, stigmatisées. (la diminution des droits au chômage est passée sans manifestations ni grèves d'ampleur)

"Salauds de chômeurs qui veulent pas travailler, feignants de RSA-istes parasites qui vivent aux crochets de la société" sont le mantra explicite ou implicite de l'ordre dominant.

Et comme les dominés ont largement intériorisé l'idéologie du travail (même sous la forme sociale particulière et aliénante du capitalisme) et son culte, ils se comportent comme les classes dominantes à l'égard des chômeurs et RSA-istes, par la critique et le mépris, ...avec un mélange de peur pour les réprouvés, ...de peur de ne pas en devenir un à son tour.

Donc, ce sujet passe à la trappe, tout le monde préfère se gargariser de l'objectif de la "création d'emplois" à tout prix.

A moins que..., à force d'augmentation du nombre de précaires et galériens, la rébellion s'étend pour de bon.

LA FRANCE MENACÉE PAR LES MARCHÉS FINANCIERS

► On vous explique cette histoire de "note" économique de la France -

« Mozart de la finance », « virtuose de l'économie » et autres flatteries insanes : ce sont les surnoms donnés à Macron par les médias pour le faire élire. 6 ans après son arrivée au pouvoir, non seulement les services publics vitaux sont dévastés, les salaires baissent et la misère augmente, mais même sur le plan strictement budgétaire c'est une catastrophe. La dette explose, les dépenses massives pour aider les entreprises et faire des cadeaux aux riches coûtent une fortune, et la France a connu le pire déficit commercial de son histoire en 2022 : 164 milliards d'euros. Nous avons un manager tyrannique et incompetent à la tête du pays.

Depuis 40 ans, les gouvernements néolibéraux imposent des mesures de destruction des droits sociaux. Casse du code du travail, recul des retraites, baisse des allocations, attaques de la sécurité sociale. Ces réformes sont présentées comme « nécessaires » pour « rembourser la dette ». Mais pour qui sont faites ces mesures qui détruisent des vies ? Pour quoi ? Pour faire plaisir aux marchés financiers. Tout simplement.

La France, comme tous les pays du monde, reçoit une note par des agences bancaires : AAA, AA-, BB+, etc... Les États sont les élèves des marchés financiers. Des « agences de notations » contrôlées par les grandes banques félicitent ou sanctionnent ainsi les pays s'ils ont bien appliqué le programme néolibéral ou pas. Et lorsque la note baisse, les intérêts, c'est-à-dire la somme supplémentaire à rembourser en cas d'emprunt, augmente. La France emprunte à un taux de 3% contre 2,5% pour l'Allemagne qui a de meilleures notes par exemple. La charge de la dette pourrait s'élever à 70 milliards d'euros à l'horizon 2027, plus que le budget total de l'éducation ! Tout ça pour engraisser de grandes banques qui prêtent de l'argent fictif !

C'est ce mécanisme ignoble de « notation » qui a provoqué la banqueroute de l'État grec par exemple, qui ne pouvait plus emprunter, ce qui a conduit à une crise sociale terrible. En 2001, la « note » de l'Argentine passe de B à C, provoquant une immense crise économique dans le pays et une batterie de mesures néolibérales très violentes.

L'agence de notation Fitch a donc abaissé vendredi d'un cran la note de la France à « AA- » et justifie cette baisse par les tensions sociales qui, selon l'agence, vont peser sur la capacité à réduire le déficit et la dette, ainsi que des perspectives de croissance moins élevées qu'anticipé. « L'impasse politique et les mouvements sociaux (parfois violents) constituent un risque pour le programme de réformes de Macron et pourraient créer des pressions en faveur d'une politique budgétaire plus expansionniste ou d'un renversement des réformes précédentes », écrit l'agence Fitch. Elle met aussi en avant un choix criminel de Macron : continuer à émettre des emprunts indexés sur l'inflation en pleine crise mondiale de l'inflation ! Difficile de faire un choix plus débile.

Parlons clairement : c'est une menace. En gros, Macron doit tuer le mouvement social pour garder une bonne note auprès des marchés. Pour les banques, le mécontentement engendré par la réforme des retraites ferait peser un risque pour la santé financière du pays, il faut donc le liquider.

Alors quelles sont les solutions ? Démanteler les agences de notations et effacer ces dettes illégitime créées par ces banques mafieuses sur de l'argent fictif ? Ce serait du bon sens. Mais le ministre français des Finances Bruno Le Maire dit tout l'inverse. Il vient d'affirmer que la France allait continuer à « faire passer des réformes structurantes », c'est-à-dire saccager les droits sociaux. Il s'est aplati comme un paillason devant les agences de notation : « Ne doutez pas de notre détermination totale à rétablir les finances publiques de la nation (...) à accélérer le désendettement du pays, à réduire les déficits et à accélérer la réduction des dépenses publiques ».

Ça va faire mal.

(post de Contre Attaque)

Le perpétuel "déséquilibre" des réformes, en faveur du Capital

Le capitalisme, par le biais de son extension les "marchés financiers", exige des résultats, tant aux Etats qu'aux entreprises, les moins rentables sont défavorisés ou éliminés.

Les "réformes" des gouvernements ne sont qu'un ajustement fluctuant et temporaire entre les variations du chaos du libre marché et les miettes minimalistes jetées aux foules pour qu'elles se tiennent à peu près sages et continuent à alimenter la machine docilement et résignées. Des foules soumises et dépendantes tout autant du Capital que de l'Etat, dans des proportions variables suivant les moments et les formes de gouvernement.

Les "réformes" sont un perpétuel déséquilibre à recommencer entre les exigences infinies et gloutones du capitalisme et la nécessité politique de faire croire à l'existence d'une "démocratie" et d'un Etat "protecteur".

La matraque, le mensonge et la grenade servent à compenser le fait que la balance penche toujours du côté des puissants et du Capital, au détriment des peuples et de la biosphère.

C'est pourquoi Etats et capitalisme (et de manière plus générale, productivisme forcené) sont frères ennemis/amis, deux côtés indispensables du système en place.

L'entreprise capitaliste n'a ni âme ni conscience (et plus elle grossit plus c'est le cas), son objet n'est pas de satisfaire des besoins réels et choisis ou de préparer l'avenir, mais de fabriquer de l'argent avec tout et par tous les moyens pour que le capitalisme puisse survivre à son chaos perpétuel et désastreux en tout.

Exemples :

Une boulangerie locale ou un menuisier, pourtant utile socialement et écologiquement, désirée par la population concernée, seront éliminés par le marché capitaliste dès que la concurrence est trop forte, ou que les prix des énergies explosent. ?

En revanche, une usine chimique polluante ou un fabricant de pesticides sont conservés et adulés par le libre marché car ça rapporte un max, même si ces activités sont nuisibles socialement et écologiquement. Ces grosses entreprises sont même largement soutenues par les banques et les élus, et même subventionnées (pour créer des emplois bien sûr) par les autorités avec l'argent public.

L'« instrumentalisation » : nous ne sommes plus des « agents » mais seulement des collaborateurs. La finalité de notre activité a été démantelée : c'est pourquoi nous vivons sans avenir, sans comprendre que l'avenir disparaît, et donc « aveugles à l'apocalypse ».

- [De l'entreprise capitaliste à l'entreprise nazie : une même absence de conscience morale \(par Günther Anders\)](#) - Le texte qui suit est un extrait de l'excellent livre de Günther Anders intitulé L'Obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle, initialement paru en 1956 (traduction française publiée en 2002 par les éditions de l'Encyclopédie des Nuisances/lvrea). Anders y expose en quoi les abominables crimes des nazis ont été rendus possibles et même favorisés par le fonctionnement général du capitalisme (qui, de la même manière, pour la même raison, génère en permanence toutes sortes de désastres sociaux et écologiques).